



Afrique de l'ouest et du centre

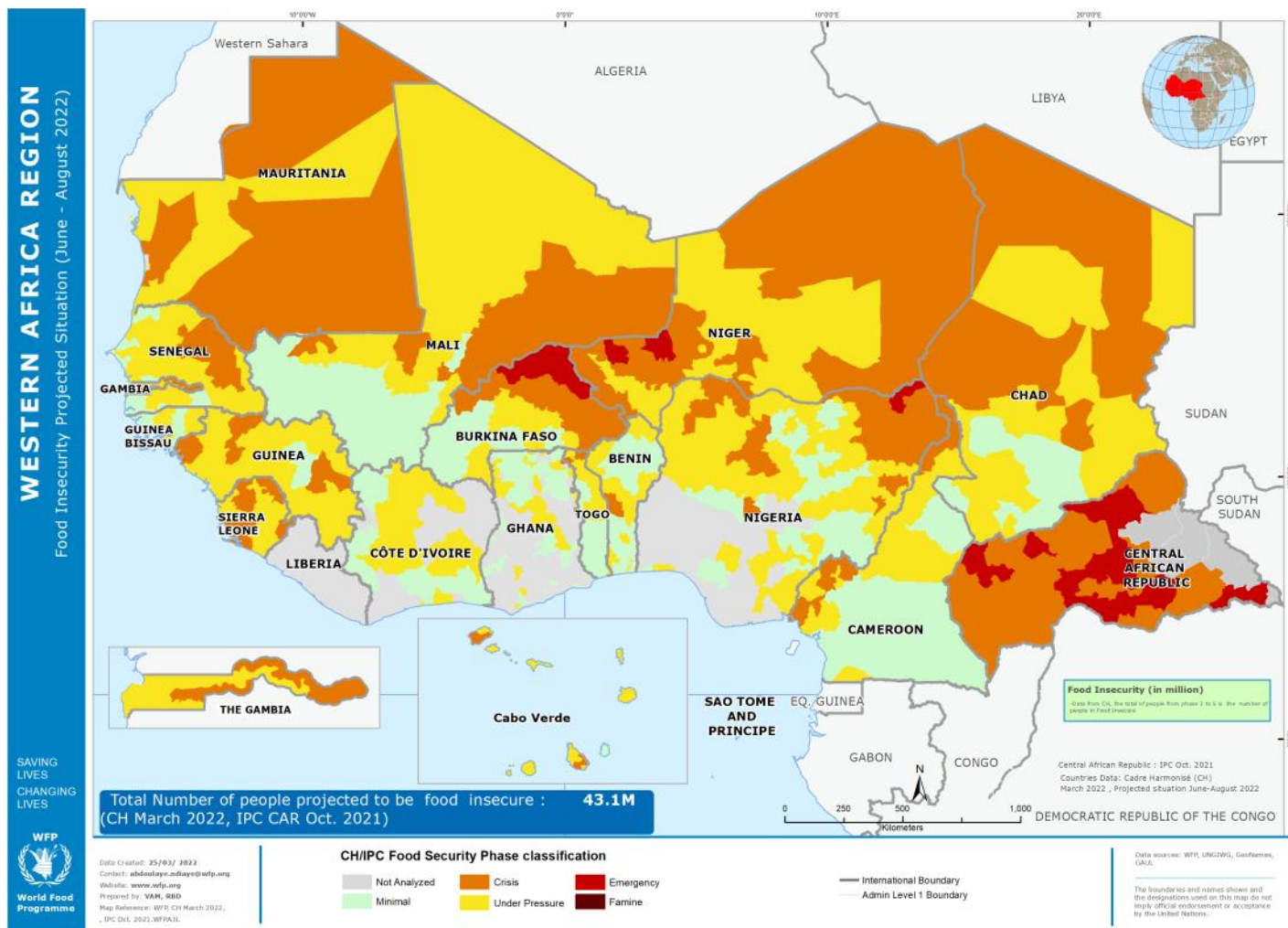
Situation des marchés pour le premier trimestre de 2022 (Mai–2022)

Points saillants

- Les échanges mondiaux de céréales 2021-2022 ont subis une contraction de 2% par rapport à son niveau de 2020-2021. Cependant l'utilisation des céréales s'établissent à 2,789 millions de tonnes, soit 12,4 millions en moins par rapport au prévision précédente. Cette diminution est due à la revue en baisse de l'utilisation du blé dans l'alimentation animale qui devrait être moindre que prévue.
- L'indice FAO des prix des produits alimentaires a grimpé et connaît une hausse de 12,6% en mars 2022 par rapport à février 2022 et atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990. Cette hausse s'explique par l'augmentation des sous-indices des produits alimentaires à savoir les huiles végétales, les céréales, la viande, le sucre et les produits laitiers.
- Les volumes de productions pour la campagne agricole dans la région n'ont pas enregistré de bons résultats par rapport à l'année dernière. Une baisse de la production céréalière de 2,2% dans la région du Sahel avec une baisse record de -39% au Niger par rapport à la moyenne quinquennale. Cette situation crée une tension au niveau des marchés, où on enregistre des variations record avec des prix actuels substantiellement supérieurs à leurs niveaux moyens et même de la dernière période de soudure. L'épuisement rapide des stocks et une dépendance plus accrue des ménages aux marchés annoncent une soudure précoce et tendue dans la région du Sahel. Le mois de ramadan a encore mis plus de pression sur la demande en céréales, huiles alimentaires et produits laitiers.
- L'insécurité persiste dans la zone des trois frontières dans le Sahel Central, le bassin du Lac Tchad, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun et au nord-ouest et centre-nord du Nigéria. Ces aspects perturbent fortement le fonctionnement des marchés et par conséquent la disponibilité et l'accès aux denrées de bases. En 2021, une étude de la fonctionnalité des marchés conduite par le PAM dans les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) a montré que respectivement 22, 21, 54, 60 et 54% des marchés évalués au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger, étaient moins fonctionnels et seulement au Burkina 27% des marchés fonctionnaient correctement.
- A cette situation s'ajoute la crise ukrainienne où l'Afrique l'Ouest importe autour de 22 millions de tonnes de céréales dont 46% de la farine de blé proviennent de l'Ukraine et de la Russie. En plus du blé, la Russie et l'Ukraine exportent des graines de tournesol. Le conflit a perturbé la chaîne d'approvisionnement et des pénuries pour ces deux produits avec une variation importante des prix. En conséquence, le prix de l'huile végétale a augmenté dans toute la région, entre 30 et 60 % en mars 2022.
- La campagne agricole prochaine semble menacer par la hausse de prix au niveau international des intrants agricoles notamment les engrais chimiques dont la Russie et l'Ukraine ont une grande part et constituent les premières sources d'importation de plusieurs pays de la région.



Carte 1: Situation projetée de l'insécurité alimentaire (Juin—Août 2022)



Situation de la sécurité alimentaire dans la région

L'insécurité persiste dans la zone des trois frontières dans le Sahel Central, le bassin du Lac Tchad, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Au nord-ouest et centre-nord du Nigéria, la présence de bandits armés perpétue un climat d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. De plus, on note une extension de l'insécurité vers de nouvelles zones, y compris le sud du Burkina Faso et les zones nord des pays du Golfe de Guinée. Selon ACLED, près de 5,500 événements violents ont été enregistrés dans la région en 2021, qui ont causé la mort de plus de 27,500 personnes – une augmentation de 12% par rapport à l'année 2020, et de près de 60% par rapport à 2019. Les événements violents et les déplacements forcés de populations affectent les moyens d'existence, et perturbent les flux commerciaux et la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale.

Cette situation occasionne des déplacements importants avec plus de 5 millions de personnes déplacées interne (PDI) dont 1.8 millions au Burkina, 300,000 au Niger, plus de 2 millions au Nigeria et 400,000 au Mali et au Tchad) et la fermeture de plusieurs marchés, centres de santé et d'écoles.

La situation de la sécurité alimentaire reste préoccupante dans la région. Les résultats des analyses CH de mars 2022 ont conclu qu'environ 30 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (phase 3-5) pendant la période mars-mai 2022 en Afrique de l'Ouest. Cela correspond à environ 9% de la population totale analysée (331 millions), et inclut 1,5 million de personnes classées en situation d'urgence (phase 4). Aucune population n'est classée en Catastrophe/Famine (Phase 5) dans la période actuelle ou projetée. Ce chiffre représente une augmentation de 33% par rapport à la même période de l'année dernière (mars-mai 2021) - malgré le fait que plusieurs pays (Gambie, Liberia, Mali) n'ont pas été analysés en mars 2022.

Pour la période projetée (juin-août 2022), le nombre de populations en situation d'insécurité alimentaire devrait augmenter pour atteindre près de 41 millions de personnes (11% de la population totale analysée). Ce chiffre inclut 2,9 millions de personnes classées en situation d'urgence (phase 4), et représente une augmentation de 42 % par rapport à la même période l'année dernière.

Pour la période projetée (juin-août 2022), le nombre de populations en situation d'insécurité alimentaire devrait augmenter pour atteindre près de 41 millions de personnes (11% de la population totale analysée). Ce chiffre inclut 2,9 millions de personnes classées en situation d'urgence (phase 4), et représente une augmentation de 42 % par rapport à la même période l'année dernière.

En considérant les résultats des dernières analyses IPC réalisées en République Centrafricaine au mois de mars 2022, on aboutit à un total de 32 millions de personnes en insécurité alimentaire en période courante qui pourrait passer à 43 millions en situation projetée.

Les principaux facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire en 2022 sont la détérioration continue de la situation sécuritaire, la performance erratique de la saison des pluies 2021, ainsi que l'inflation galopante et les prix élevés des denrées alimentaires, tant pour les produits locaux que pour les produits importés. La situation nutritionnelle reste également préoccupante, avec des niveaux élevés de malnutrition aiguë, en particulier dans la région du Sahel.

Production agricole et stocks mondiaux

D'après les dernières prévisions de la FAO, la **production mondiale de céréales en 2021 est estimée à 2 799 millions de tonnes en mars 2022, soit une hausse de 0,8% par rapport à 2020 (2 744 millions de tonnes)** et ce malgré la revue en baisse des estimations des productions en Indonésie. Cette hausse de la production est due à la hausse des estimations concernant la production de riz en Thaïlande et une légère augmentation de la production des céréales secondaires, et du blé notamment en Australie. Par ailleurs, les **stocks mondiaux de céréales à la clôture de la campagne de 2022 devraient augmenter de 2,4% par rapport à leurs niveaux d'ouverture et atteindre près de 851 millions de tonnes à cause de la hausse des stocks de blé et de maïs en Ukraine et en Fédération de Russie qui est due à une révision à la baisse des prévisions concernant les exportations.** Les échanges mondiaux de céréales en 2021-2022 devraient s'établir à **469 millions** soit une baisse de **14,6 millions** de tonnes par rapport au dernier mois et une contraction de 2% par rapport à son niveau de 2020-2021 en raison de la diminution des estimations concernant les exportations de blé et de maïs de l'Ukraine et de la Fédération de Russie et au recul des importations dans certains pays qui en découle. L'utilisation mondiale de céréales s'établit à **2 789 millions de tonnes, soit 12,4 millions de tonnes de moins que ce qui était indiqué dans le rapport précédent et un niveau supérieur de 1% à celui de 2020-2021.** Cette diminution de l'utilisation due à la revue en baisse de l'utilisation de blé dans l'alimentation animale devrait être moindre que prévu, principalement en Inde et dans

l'Union européenne, sous l'effet du relèvement des prévisions concernant les exportations.



Source: FAO

Cours mondiaux des produits alimentaires de base

Les cours mondiaux du riz ont été mitigés en mars. En Inde, un rythme soutenu d'exportations a soutenu les prix du riz, tandis que les tensions sur l'offre et les marchés publics locaux ont soutenu ceux du Vietnam. Les prix du riz sont en baisse au Pakistan et en Thaïlande en raison du ralentissement de la demande et de la dépréciation du dollar américain (USD). Par contre, les prix ont continué d'augmenter aux États-Unis en raison des origines sud-américaines concurrentes et des attentes de l'industrie concernant une forte baisse des plantations en 2022 (Inter Rice). Les cours mondiaux du riz en mars étaient inférieurs aux niveaux de l'année précédente et de la moyenne quinquennale à la même période. Les stocks 2021/22 ont encore augmenté, en grande partie en raison de stocks de report plus élevés que prévu en Thaïlande. En conséquence, les réserves mondiales devraient désormais augmenter de 1,2% en glissement annuel (Inter Rice).

Les cours mondiaux du maïs ont augmenté en mars 2022 avec la crise ukrainienne déclenchée le 24 février 2022. Les marchés mondiaux des céréales fonctionnent depuis à des niveaux de prix plus élevés et ont connu une volatilité accrue. Les cours mondiaux du maïs en mars étaient supérieurs aux niveaux de l'année précédente et de la moyenne quinquennale à la même période. Le niveau relativement faible des stocks mondiaux de maïs dans les principaux pays exportateurs (à l'exception de l'Ukraine, où la baisse des exportations génère des stocks importants) et la volatilité actuelle sur les marchés entraînent une hausse des prix des céréales (AMIS).

Les cours mondiaux du blé ont augmenté en mars en raison de la situation en mer Noire, ce qui a alimenté les craintes quant à la possibilité d'une réduction marquée des disponibilités exportables mondiales. Les cours

mondiaux de blé en mars restent nettement supérieurs aux niveaux de l'année dernière et de la moyenne quinquennale. Alors que la crise ukrainienne se poursuit, les prix du blé restent élevés, ce qui entraîne une baisse des importations pour 2021/22, les pays trouvant un équilibre entre le rationnement de la demande et le resserrement de leurs stocks (USDA).

Quant aux perspectives pour le second semestre de 2022 :

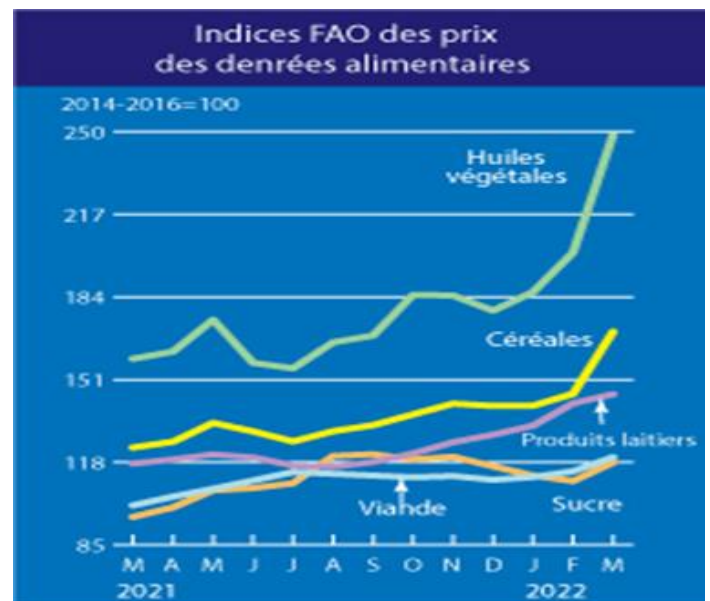
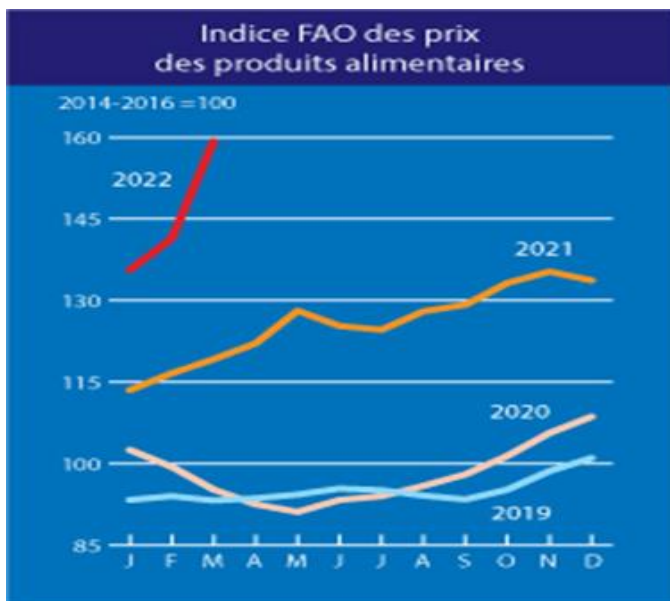
- Les cours mondiaux du riz devraient augmenter car le conflit en mer Noire pourrait avoir un impact sur les coûts de production dans les régions productrices asiatiques, en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, des engrais et du transport maritime, qui ont déjà été fortement impactés par la pandémie de COVID-19 (Inter Rice).
- Les cours mondiaux du maïs en 2022 resteront au-dessus des niveaux de 2021. Il faudra cependant surveiller les interventions de l'Etat sur les coûts de production et les prix (AMIS). Des facteurs de risque tels que les coûts des intrants, les coûts de fret, les conditions météorologiques, le conflit en Ukraine et les restrictions ou limitations des nouvelles variantes de COVID-19 pour affecter davantage la performance du marché mondial.
- Malgré la baisse des échanges, la consommation mondiale de blé devrait augmenter principalement en raison d'une utilisation alimentaire, semencière et industrielle plus importante en Inde (plus de 4,4 millions de tonnes métriques à 100,9 millions selon l'USDA). En 2022, les cours mondiaux devraient donc continuer d'augmenter, exacerbé par la situation géopolitique dans la région de la mer Noire sur les disponibilités et les échanges.

Nouveau niveau record atteint par l'indice FAO des prix des produits alimentaires en mars 2022

L'indice FAO des prix des produits alimentaires a grimpé et connaît une hausse de 12,6% en mars 2022 par rapport à février 2022 et atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990.

Cette augmentation s'explique principalement par les niveaux records atteints par l'augmentation des sous-indices de tous les produits alimentaires à savoir des huiles végétales, des céréales, de la viande, du sucre et des produits laitiers :

- En mars, l'indice FAO des prix des huiles végétales a connu une hausse de 23,2% par rapport au mois dernier et atteint son niveau record. Cette progression est principalement due à la hausse des cours des huiles de tournesol, de palme, de soja et de colza. Il est important de noter que les cours internationaux de l'huile de tournesol ont considérablement augmenté en mars, en raison d'une diminution des disponibilités exportables due au conflit en cours dans la région de la mer Noire. Par ailleurs, les prix des huiles de palme, de soja et de colza ont eux aussi nettement progressé, sous l'effet d'une hausse de la demande mondiale à l'importation due à des ruptures d'approvisionnement en huile de tournesol. En outre, les cours mondiaux de l'huile de palme ont aussi bénéficié du resserrement des disponibilités qui se poursuit dans les principaux pays producteurs, tandis que des craintes quant à une baisse des disponibilités exportables en Amérique du Sud ont également contribué à la hausse des prix de l'huile de soja. Enfin, la hausse des prix du pétrole brut a également soutenu les cours internationaux des huiles végétales.
- L'indice FAO des prix des céréales a augmenté de 17,1% par rapport à février 2022 et le porte à son niveau le plus haut jamais enregistré depuis 1990. Cette hausse est imputable à la flambée des prix mondiaux du blé et des céréales secondaires due en grande partie aux perturbations liées au conflit qui touchent les exportations de l'Ukraine et, dans une moindre mesure, de la Fédération de Russie. Les pertes d'exportations prévues dans la



région de la mer Noire ont aggravé la situation déjà tendue de l'offre mondiale de blé. Aussi, les craintes au sujet des conditions de culture aux États-Unis d'Amérique ont également contribué à cette tendance. Par ailleurs, les tendances contrastées en ce qui concerne les riz de différentes origines et qualités n'ont fait que peu évoluer l'indice FAO des prix du riz depuis février, lequel reste inférieur de 10 % à sa valeur enregistrée il y a un an.

- L'indice FAO des prix de la viande a connu une hausse de 4,8% en mars par rapport à février 2022 et atteint son niveau le plus haut jamais enregistré. Cette hausse s'explique par le fait qu'en mars, les prix de la viande porcine ont enregistré leur plus nette hausse depuis 1995, car l'offre de porcins d'abattage a été insuffisante en Europe de l'Ouest et la demande interne est montée en flèche à l'approche des vacances de Pâques. Aussi, les prix internationaux de la volaille se sont affermis, sous l'effet d'une baisse des disponibilités dans les principaux pays exportateurs due à des épidémies de grippe aviaire, ainsi qu'en raison de l'incapacité de l'Ukraine à exporter de la volaille dans le contexte du conflit en cours. Les prix de la viande de bovins se sont également renforcés, car l'offre de bétail prêt à l'abattage est restée limitée dans certaines régions de production importantes, tandis que la demande mondiale est restée solide.
- Une augmentation de 6,7% de l'indice FAO des prix du sucre en mars par rapport à février 2022, soit 20% en comparaison à mars 2021. Ce rebond des cours internationaux du sucre est dû à la forte hausse des prix internationaux du pétrole brut, qui laisse présager un accroissement de l'utilisation de la canne à sucre dans la production d'éthanol au Brésil lors de la prochaine campagne. Les prix mondiaux du sucre ont également été soutenus par l'appréciation durable du real brésilien face au dollar des États-Unis, qui a tendance à restreindre les ventes des producteurs, car elle entraîne une diminution de leurs recettes en monnaie locale.
- L'indice FAO des prix des produits laitiers a connu une augmentation de 2,6% par rapport à février 2022, soit 23,6% par rapport à mars 2021. Cette hausse s'est poursuivie, principalement en raison d'un resserrement des marchés mondiaux dû à une production de lait insuffisante en Europe de l'Ouest et en Océanie. Les cours du beurre et du lait en poudre ont bondi, sous l'effet d'une flambée de la demande à l'importation en vue de livraisons à court et long termes, en particulier sur les marchés asiatiques, et d'une demande interne solide en Europe de l'Ouest. Par ailleurs, l'offre a également été limitée sur les marchés du fromage, car la demande interne a été forte en Europe de l'Ouest.

Afrique de l'Ouest: une production agricole variable selon les pays

Les résultats définitifs de la production agricole partagés au cours de l'atelier du dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC) au Sahel et en Afrique de l'Ouest de mars 2022 indiquent une production céréalière totale (maïs, riz, mil, sorgho, fonio et blé) de 73 millions pour la campagne 2021-2022 soit une baisse de 2,2% par rapport à la campagne précédente et une hausse de 2,7% par rapport à la moyenne quinquennale. Cette réduction de la production résulte des baisses enregistrées dans les pays du Sahel de l'ordre de 16% et 11% respectivement par rapport à la campagne précédente et à la moyenne des cinq dernières années. Les baisses les plus prononcées comparativement à la campagne dernière, sont observées au Niger (-37,3%), au Mali (-15%), au Burkina Faso (-10%) et au Tchad (-9,1%).

En revanche dans les pays côtiers, la hausse de la production est de l'ordre de 6% et 11% respectivement par rapport à l'année dernière et la moyenne quinquennale. Toutefois la production en Côte d'Ivoire a connu une hausse de 5% par rapport à l'an dernier et une baisse de -6% par rapport à la moyenne quinquennale. La plus importante hausse de production est constatée en Sierra Leone et au Ghana avec respectivement 80% et 16% par rapport à l'an dernier et 62% et 44% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Les productions de tubercules sont établies à 203,8 millions de tonnes soit en hausse de 5,4% comparativement à l'année dernière et de 11% par rapport à la moyenne quinquennale. Les productions des cultures de rente et industrielles enregistrent une hausse globale par rapport à la moyenne des cinq dernières années, exceptés celles du niébé et le voandzou qui seraient en baisse aussi bien par rapport à l'année dernière qu'à la moyenne quinquennale.

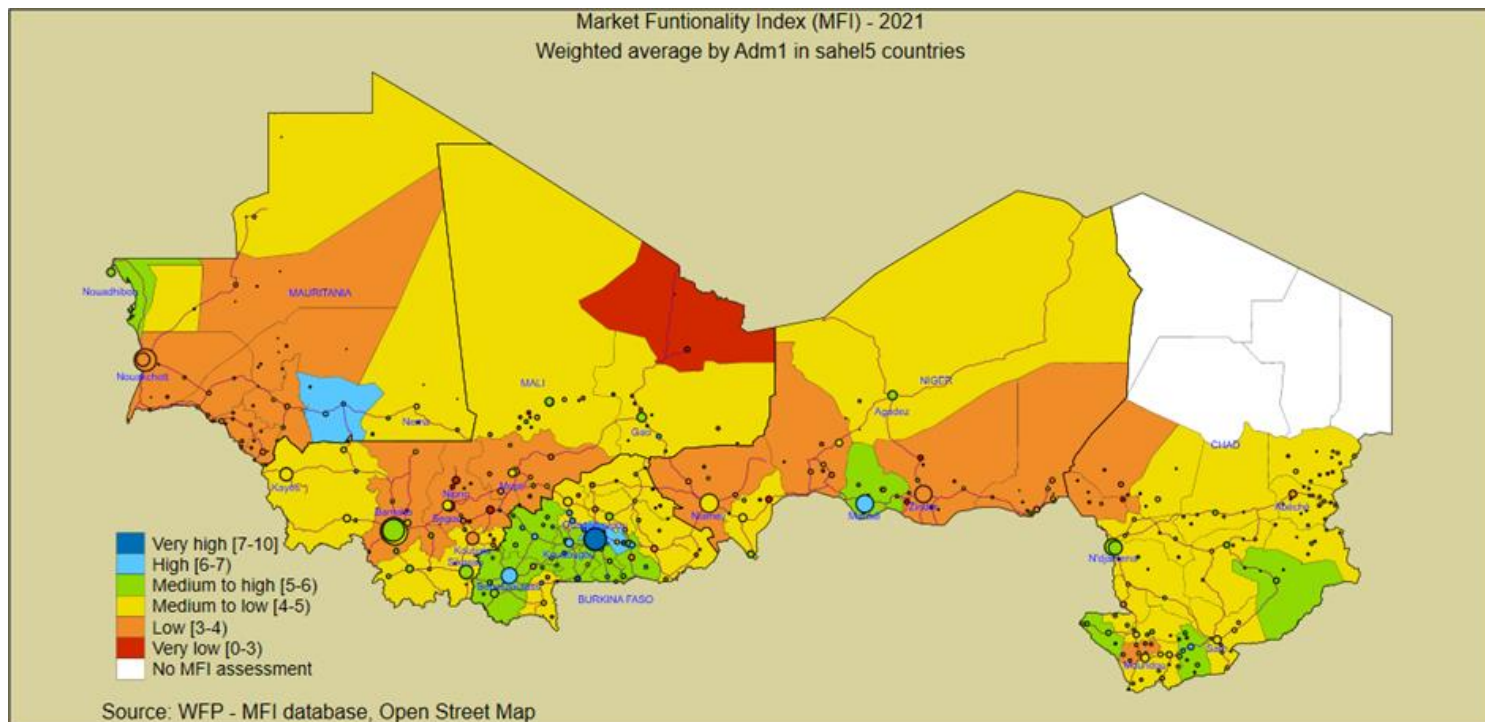
Cette baisse de production commence à avoir des effets négatifs sur l'approvisionnement des marchés surtout dans les zones à forts déficits de production et dans un contexte exacerbé par la crise en Ukraine.

Fonctionnalité des marchés dans le G5-Sahel

En 2021, le PAM a mené 470 études de marché dans les pays du G5 Sahel couvrant 390 marchés (évaluant ainsi le même marché deux fois dans 80 cas) et interrogé 6,568 commerçants, rassemblant ainsi une multitude de données de marché uniques par leur profondeur et leur ampleur.

hausse des prix est plus importante ont concerné certaines tubercules et produits dérivés tels que le gari (+35%) mais également les légumineuses comme le niébé (+72% au mois de juillet et 10% en décembre après les récoltes au

Carte 2: Indice de fonctionnalité des marchés du G5-Sahel



La carte ci-dessus montre la répartition des marchés évalués par les scores finaux de l'indice de fonctionnalité du marché (IFM) - 0 indiquant le niveau de fonctionnalité le plus bas et 10 indiquant le niveau de fonctionnalité le plus élevé dans chaque pays. Les marchés avec un score d'IFM inférieur à 4 sont classés comme peu fonctionnels (scores "très bas" inférieurs à 3, scores "faibles" de 3 à 4), tandis que les marchés avec un score supérieur à 6 sont classés comme correctement fonctionnels (scores "élevés" de 6 à 7, scores "très élevés" supérieurs à 7). Au milieu, on trouve des marchés avec un certain degré de fonctionnalité mais avec quelques problèmes (scores « moyens à faibles » de 4 à 5, et scores « moyens à élevés » de 5 à 6). Nous considérons comme mal fonctionnels respectivement 22, 21, 54, 60 et 54 % des places de marché évaluées au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger, tandis que celles de la gamme moyenne de fonctionnalité sont respectivement de 52, 76, 42, 33, et 44 pour cent. Il n'y a qu'au Burkina Faso que nous trouvons des marchés fonctionnant correctement selon les normes des IFM dans 27% des cas, tandis que pour les autres pays, ils s'en tiennent à des pourcentages à 1 chiffre (entre 2 et 7 % des marchés).

Une baisse de la production céréalière globale de 2,2% (vs la campagne précédente) et une baisse plus accentuée au niveau des pays Sahel (-16%) qui sont plus sensibles à la variation de la production agricole vivrière comparativement aux pays côtiers qui bénéficient de la saison agricole bimodale et d'une production de tubercule assez consistante. La persistance de l'inflation dans la région et qui s'est généralisée actuellement dans tous les pays. Une exacerbation des tracasseries routières et la

perturbation des chaînes d'approvisionnement avec la crise entre l'Ukraine et la Russie impactent les prix des denrées alimentaires et des coûts de transport.

Le fonctionnement des marchés pourrait se dégrader d'avantages avec la combinaison de tous ces facteurs susmentionnés.

Impact de la crise ukrainienne sur l'approvisionnement des marchés dans la région

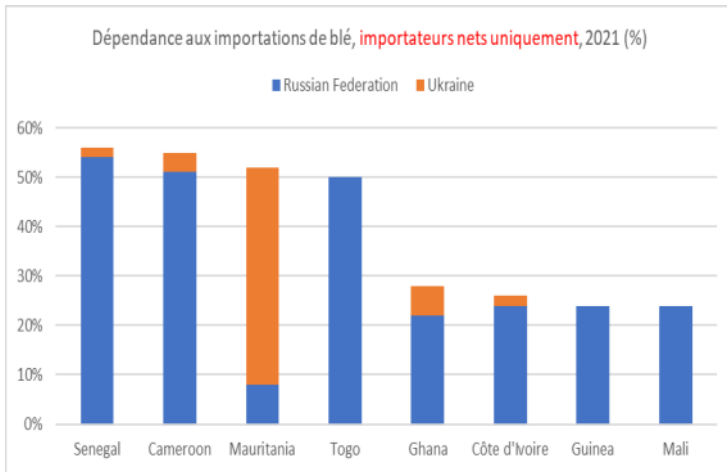
Le conflit en Ukraine a perturbé l'approvisionnement mondial, déjà fortement impacté par la pandémie de COVID -19. En général, lorsque la chaîne d'approvisionnement est perturbée, les fournisseurs ont tendance à rationner leur approvisionnement.

Il est important de noter qu'en 2022, les importations céréalières de l'Afrique de l'Ouest sont estimées à environ 22 millions de tonnes, dont 8,6 millions de tonnes de blé. 46% de la farine de blé proviennent de la région de la mer Noire, principalement la Russie et l'Ukraine. La consommation moyenne par habitant est estimée à 19 kg, soit 11% des besoins en céréales. Certains pays sont particulièrement dépendants car la part des importations de blé en provenance de Russie représente une part très élevée des importations totales. Il s'agit de la Mauritanie (80 %), le Cameroun et le Bénin (68 %), le Sénégal (52 %) et le Togo (45 %).

En plus du blé, l'Ukraine et la Russie étant de grands exportateurs de graines de tournesol, le conflit a impacté le marché des huiles végétales. En Afrique de l'Ouest, les données existantes indiquent une forte consommation d'huile végétale, 6 jours sur 7 et environ 5 millions de tonne par an (en considérant la norme du PAM de

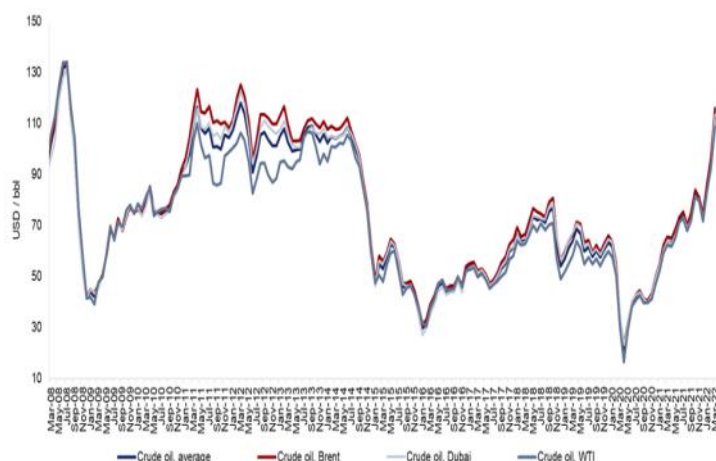
30g par personne et par jour). La décision de l'Indonésie de mettre en œuvre l'interdiction d'exportation d'huile de palme a annoncé que l'interdiction d'exportation augmentera les incertitudes sur le marché de l'huile de cuisson dans notre région, en particulier pendant la période du ramadan, lorsque la consommation d'huile de cuisson augmente considérablement. Déjà, des déficits d'approvisionnement notables sont observés sur de nombreux marchés de la région. En conséquence, le prix de l'huile végétale a augmenté dans toute la région, entre 30 et 60 % en mars 2022.

L'augmentation du coût de la farine de blé et de l'huile végétale fera grimper le prix des « aliments de rue » transformés, comme les crêpes, les galettes et autres qui sont généralement accessibles aux groupes les plus vulnérables.



Source: FAO

L'impact combiné de l'augmentation du pétrole brut et du fret fait grimper les coûts de transport dans la région. L'augmentation du coût du transport se répercute sur le prix des denrées alimentaires, étant donné que le coût du transport représente en moyenne 15 à 20% du coût total des denrées alimentaires dans la région.



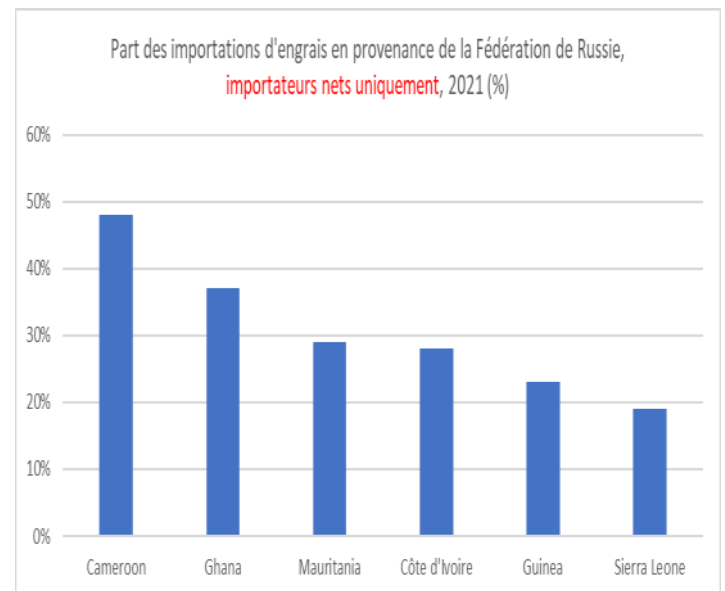
Source: Banque Mondiale

En outre, divers obstacles entravent le libre-échange dans la région. Même avant la crise, les coûts de transport étaient élevés dans la région car le nombre de points de

contrôle a augmenté de 12 % entre 2020 et 2021 – 4 à 13 points de contrôle aux 100 kilomètres.

Dans le même temps, les paiements illégaux sont passés de 205 USD à 1,435 USD par voyage. En raison de la fermeture des frontières et des contrôles inutiles, le délai est également passé de 74 minutes à 291 minutes par voyage. L'effet conjugué de la crise ukrainienne et du coût élevé des transports alimentera davantage l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Par exemple, au Cap Vert, le coût du transport a augmenté de 60 %.

Les exportations d'engrais sont dominées par la Russie et l'Ukraine. En Afrique de l'Ouest, le Cameroun (+/-45%), le Ghana (+/-37%), la Mauritanie (+/-29%), la Côte D'Ivoire (+/-27%), la Guinée (+/-25%) et la Sierra Leone (+/-18%) dépendent fortement des importations d'engrais de la Russie. À la suite de la crise en Ukraine, le prix des engrais a augmenté. Par exemple, au Burkina Faso, le coût de l'urée a augmenté de 39% par rapport à avant la crise, passant à 25.000 FCFA le sac de 50kg contre 18.000 FCFA l'an dernier. Alors que le prix de l'engrais phosphaté a augmenté de 31%.

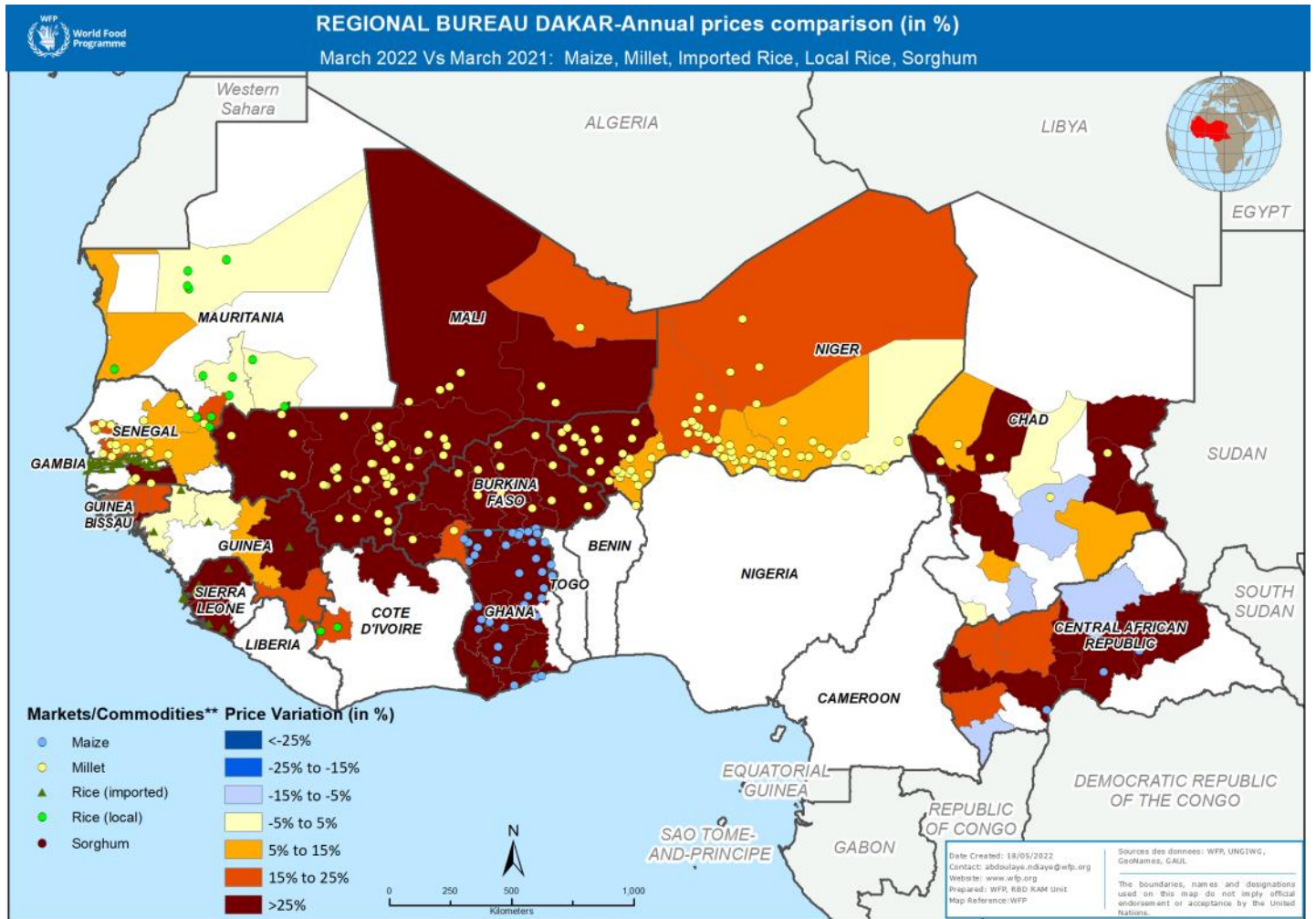


Source: FAO

Comme il n'y a aucun signe de ralentissement de la tendance à la hausse des prix des matières premières, le coût des engrais continuera d'augmenter. Cela aura un impact sur la production de la prochaine saison agricole. Le risque élevé de récoltes réduites fera encore grimper les prix des denrées alimentaires dans notre région.



Carte 3: Variation des prix des céréales en Afrique de l'ouest en mars 2022 comparée mars 2021



Situation des prix et des marchés dans les pays de la région

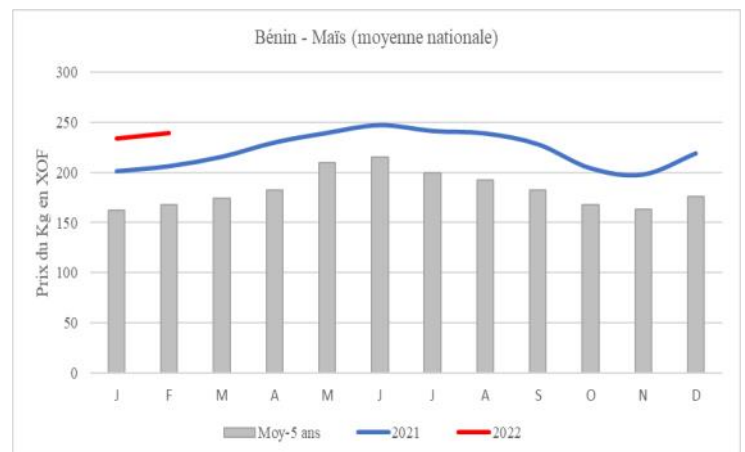
Bénin

Au Bénin, depuis la crise de COVID 19, les prix des denrées alimentaires de base ne cessent de connaître des fluctuations importantes. Ce phénomène est accentué par la faiblesse de la pluviométrie observée lors de la dernière campagne agricole, mais aussi, par les exportations massives de produits agricoles (maïs, mil, sorgho, igname, piment et tomate) vers les autres pays limitrophes. Entre décembre 2021 et février 2022, les prix des principales céréales consommées dans le pays telles que le maïs, le mil et le sorgho ont connu des hausses de +43, +34 et +27% respectivement par rapport à moyenne quinquennale durant la même période.

De même, une hausse importante est également observée pour les tubercules et produits dérivés tels que le Gari (+25%), l'igname (+34%) et certaines légumineuses (niébé +34%). Cependant, pour les produits importés, on observe une hausse de +37% pour l'huile et +10% pour le blé. En glissement annuel, le prix de l'huile a connu un renchérissement de +28% par rapport à l'année dernière à la même période et les hausses les plus importantes sont constatées sur les marchés de Parkou et Tanguéta où les

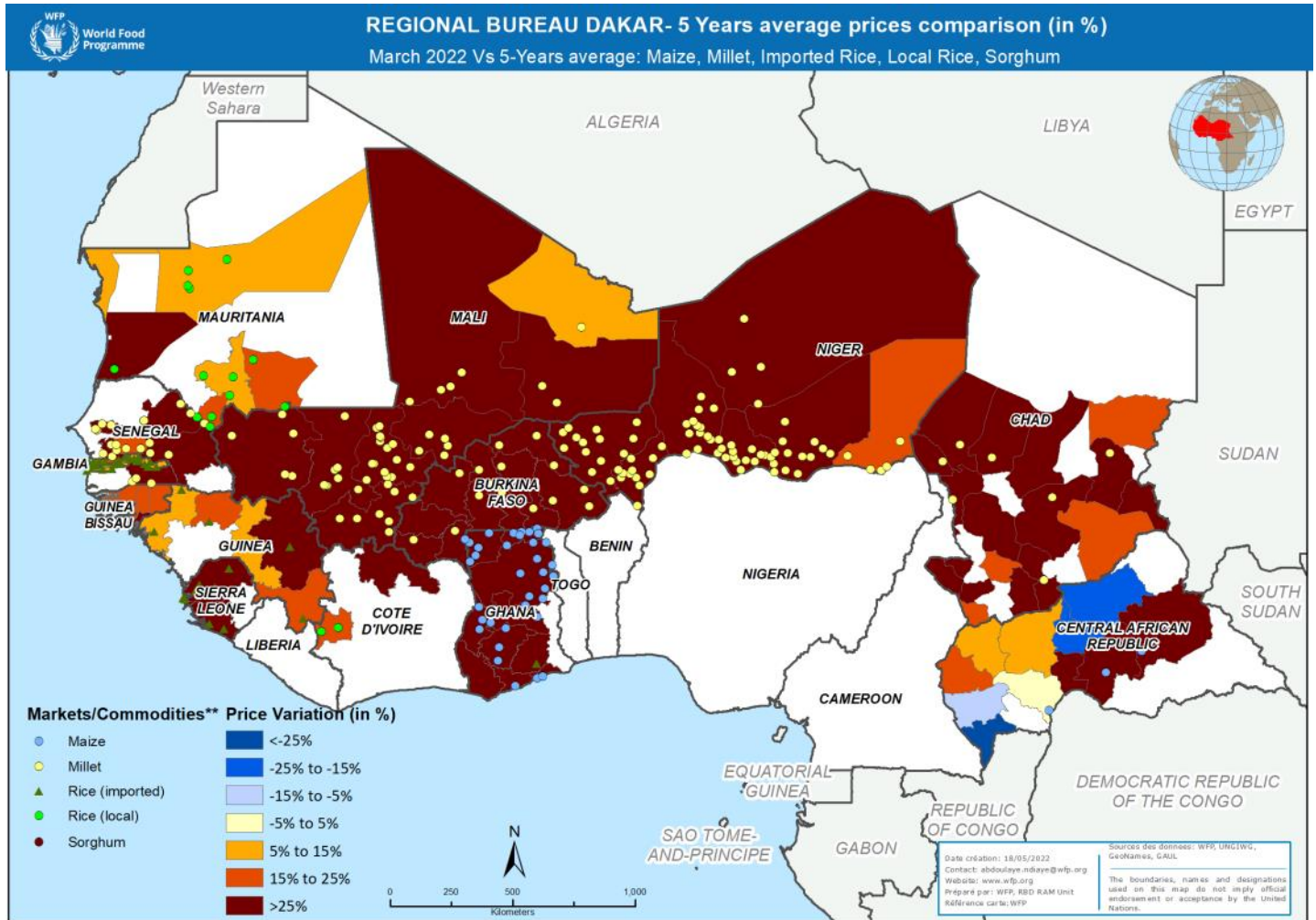
prix sont passés de 1200 à 1400 XOF le litre entre décembre 2021 et février 2022. Pour les principaux produits d'exportation, une baisse de -18% du prix du piment a été observée entre décembre 2021 et février 2022. En revanche, pour la tomate fraîche, on observe une hausse de +30% comparée à l'année dernière à la même période.

Globalement, les prix des principaux produits d'exportation et des produits de base sont en hausse sur presque tous les marchés du pays sauf pour celui de la capitale Porto Novo.



Source: PAM

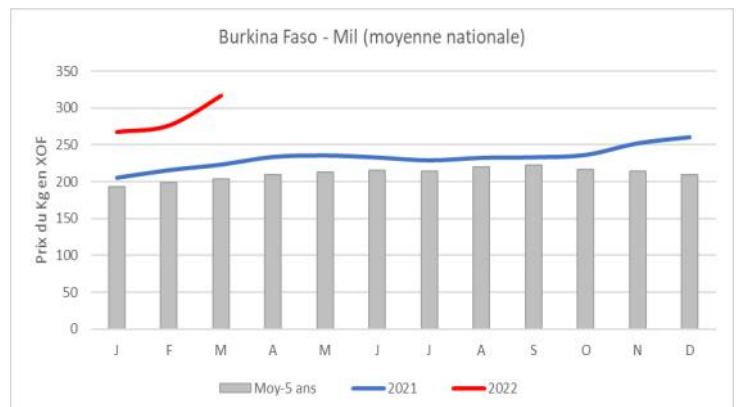
Carte 3: Variation des prix des céréales en Afrique de l'ouest en mars 2022 comparée à la moyenne quinquennale



Burkina Faso

La situation sécuritaire du pays demeure préoccupante surtout dans les régions du Sahel, du Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre Nord. Cette situation se caractérise par des abandons massifs de terres cultivables et de nombreux mouvements de population. La faible pluviométrie enregistrée a entraîné une baisse de la production céréalière de -3% par rapport à la moyenne quinquennale. Ces deux phénomènes, combinés à la forte demande en produit alimentaire du fait des mouvements massifs de population font que les prix continuent d'augmenter à une vitesse inquiétante. Ainsi, tous les marchés du pays sont en crise au premier trimestre de l'année. Les produits céréaliers, principaux aliments de base des Burkinabés ont connu un renchérissement de +50% par rapport à la moyenne quinquennale. Au niveau national, le maïs est la spéculation qui a subi la plus grande hausse de prix avec +57%, suivi du sorgho +49%, du mil +44% et du riz local 13%. En glissement annuel, on observe une forte hausse des prix du maïs sur les marchés de Zabré (+75%), de Solenzo (+65%), de Bathié (+48%) et de Léo (+45%). Par ailleurs, la plus forte augmentation du prix du mil est observée sur le marché de Koungousi avec +64% au premier

trimestre de l'année 2022, comparée à 2021 à la même période.



Les prix des légumineuses comme le niébé ont également subi de fortes hausses de +58% par rapport à la moyenne quinquennale et de +47% par rapport à l'année dernière à la même période. Au niveau des marchés, la plus grande augmentation de prix est observée chez les légumineuses comme le niébé sur le marché de Léo avec +89% en moyenne par rapport à l'année passée à la même période et +95% par rapport à la moyenne quinquennale.

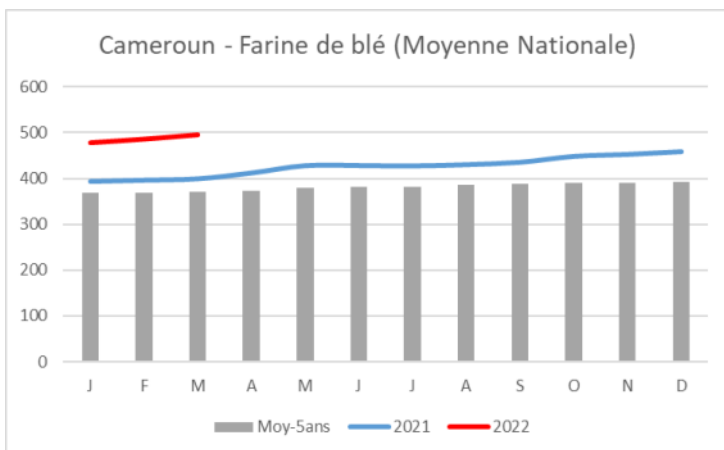
Du côté des importations, les prix du riz bien qu'ayant subi une légère hausse, demeurent relativement stables (hausse de 7%) comparée au dernier trimestre de l'année 2021.

La hausse des prix des denrées alimentaires n'a pas seulement un impact sur difficultés d'approvisionnement chez les ménages, elle a aussi des effets négatifs sur la nutrition des ménages. Ainsi, les données des prix collectées par le PAM au dernier trimestre de 2021 (octobre – décembre) montrent que le coût d'une alimentation nutritive pour un ménage type coûte en moyenne 1350 XOF/jour au Burkina Faso. Ce coût est presque trois fois plus élevé que celui d'une alimentation qui couvre les besoins énergétiques uniquement d'un ménage moyen qui est de 563 XOF/jour. Ce coût varie selon les régions et les saisons de l'année. Par exemple, dans les régions sujettes à l'insécurité (Sahel, Boucle du Mouhoun, Centre Nord et Nord), ce coût est beaucoup plus élevé que dans les autres régions agricoles de l'ouest et du sud.

Cameroun

Les marchés camerounais continuent d'enregistrer des hausses prix de prix. Ils subissent l'inflation des prix au niveau international et la faible disponibilité de la production locale. En décembre 2021, la région Est du pays avait pris des mesures de restrictions d'exportations des produits céréaliers pour pouvoir satisfaire la demande interne.

La CAN 2021, qui s'est déroulée du 09 janvier au 06 février a contribué à accroître la demande des produits alimentaires. Surtout dans contexte de COVID-19 où les effets résiduels continuent à se faire sentir sur l'économie du pays. A ces deux facteurs s'ajoutent la crise ukrainienne où le Cameroun est fortement dépendant de la Russie pour la farine de blé (51%) et les fertilisants agricoles (48%). Les trois premiers mois de 2022, les prix de la farine de blé ont augmenté de 34% par rapport à la moyenne quinquennale contre 24% en variation annuelle. Les céréales comme le maïs et le riz importé connaissent des hausses significatives



respectivement de +22% et +32% par rapport aux 5 années antérieures.

Le prix de l'huile de palme sur les marchés suivis a baissé le premier trimestre passant de 956 à 756 XAF de janvier à mars 2022. Mais il reste tout de même supérieur à la moyenne de prix des 5 dernières années de +22%. La variation était plus forte en janvier avec une hausse de +51%.

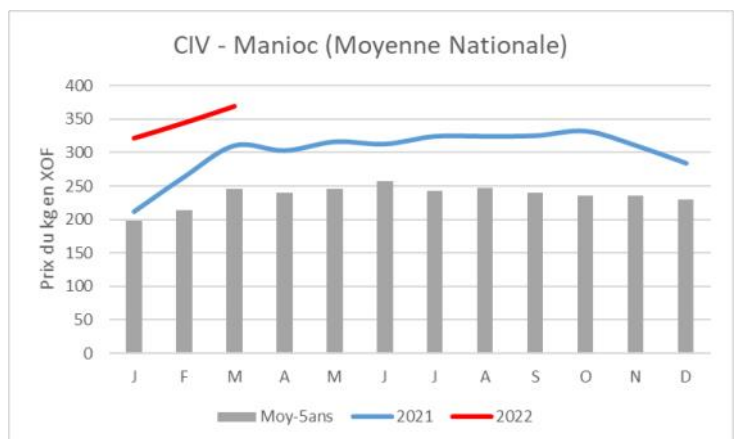
Les prix des produits de base varient très fortement durant le premier trimestre de 2022.

Côte d'Ivoire

Depuis la crise de COVID-19 la situation sanitaire mondiale a fortement affecté les ménages et entreprises ivoiriens et entraîné un ralentissement de l'économie. Grâce à une demande intérieure solide et des exportations stables la situation s'est un peu redressée en 2021 pour ensuite se dégrader à nouveau.

En effet en mars, les marchés de Boundiali et Korhogo sont en crise en ce concerne le riz, le niébé et le poisson. Ceux de Man et Ouangolodo sont en alerte par rapport au Niébé, et au riz local.

En variation mensuelle les prix des produits céréaliers tels que le riz importé et le maïs se sont accrus respectivement de +16% et +14%, le prix des tubercules tel que le manioc qui est régulièrement consommé comme aliment de base s'est renchéris de 7%.



Comparé à mars 2021 le prix du manioc s'est apprécié de +19%. En intervalle de 3 trois mois le prix du manioc a augmenté de 30%. Cette situation pourrait s'exacerber le mois prochain avec une forte demande continue pour atteindre une variation de +/- 50% par rapport avril 2021 et +/- 90% par rapport à la moyenne quinquennale.

Par rapport à a moyenne des cinq derniers années le prix du

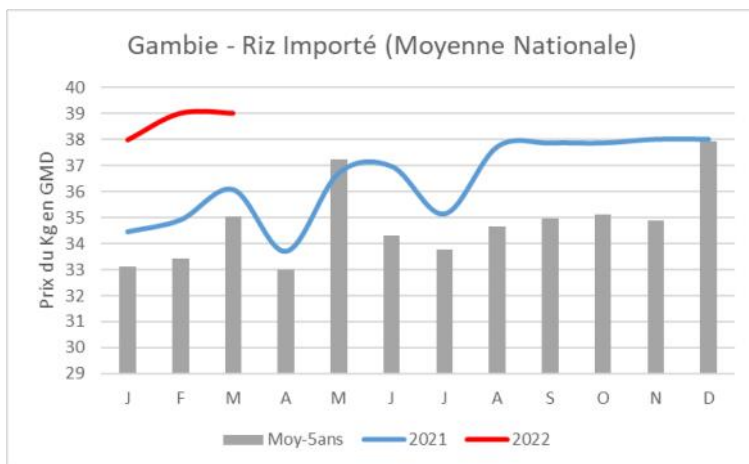
manioc a fortement augmenté de +50% celui du riz de +19% et celui du maïs de +26%. .

Gambie

Les mesures de confinement introduites pour limiter la pandémie de COVID-19 ont contribué à la contraction du PIB de la Gambie, estimée à 2,4 % en 2020, après une croissance de 6,2 % en 2019.

Le taux d'inflation continue d'augmenter passant de 7,6% en décembre 2021 à 8,2% en mars 2022 alors que celui des produits alimentaires était de 9,80% en janvier 2022. Les prix des denrées alimentaires ont connu une croissance importante en 2021, le début de l'année 2022 s'annonce avec une hausse continue. La variation de prix du riz importé qui était relativement stable (+0,8%) en 2021 comparé à la moyenne des 5 dernières années est à +11% en mars 2022. En variation annuelle par rapport à la même période on enregistre une hausse de +8%. La baisse de la production céréalière par rapport à la moyenne quinquennale (-13%) a induit une baisse de l'offre qui est en partie responsable de l'augmentation des prix. Le prix de l'huile végétale fait ressortir une hausse de +11% en comparaison au mois de mars 2021. Il en est de même en termes de variation par rapport à la moyenne quinquennale soit une augmentation de +23%.

L'augmentation de leur prix résulte de la hausse généralisée des prix sur le marché international accentuée par l'augmentation des coûts mondiaux de transport et la dépréciation de la monnaie locale (Dalasi).



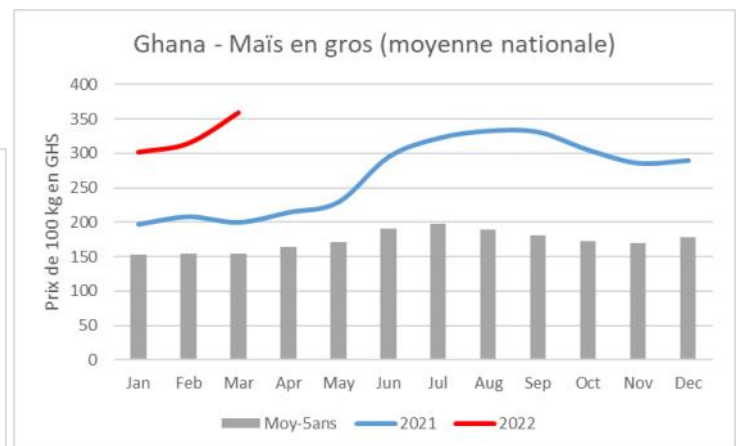
Ghana

L'inflation alimentaire au Ghana a été en moyenne de 8,60 % de 2013 à 2022, atteignant un niveau élevé record de 22,40 % en mars 2022 et un niveau record le plus bas de 5 % en juillet 2014. L'inflation non alimentaire a cependant

enregistré un taux de 17,0% en mars 2022, contre 14,5% enregistré en février 2022. La dépréciation du GHS par rapport au USD depuis ces 1à dernières années est en train d'atteindre des pics en mars 2022 (1USD= 6,50 GHS). Cette situation risque de continuer et impacter sur d'avantage sur le niveau d'inflation et les coûts de remboursement des dettes extérieures.

La hausse du coût des prix alimentaires a poussé le taux d'inflation du Ghana au mois de mars 2022 à 19,4 %, le plus élevé depuis août 2009. Selon le Service statistique du Ghana, les denrées alimentaires telles que l'huile et les graisses (28,2 %), l'eau (27,1 %), les produits céréaliers (25,0 %), les légumes (23,8 %), le poisson et les autres fruits de mer (23,7 %), les fruits et les noix (22,1 %), les boissons gazeuses (20,5 %), les animaux vivants et la viande (20,2 %) ont enregistré un taux d'inflation supérieur à la moyenne nationale.

Les marchés ghanéens subissent des variations importantes de prix surtout pour le maïs. La mauvaise campagne agricole de l'année dernière continue d'impacter sur le marché avec les hausses généralisées constatées depuis juin 2021 continue d'impacter sur le marché. Le prix du maïs en gros de 100kg était à 359 GHC, un prix largement à celui du premier trimestre de l'année dernière et à la moyenne des 5 dernières années. Il y a une hausse de +134% par rapport à la moyenne quinquennale et +80 en variation annuelle.



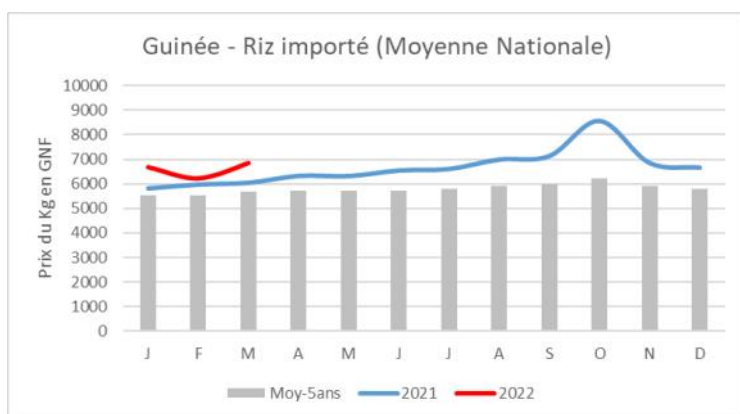
Guinée

Au niveau national, les données du PAM montrent que les marchés de Koundara, Kissidougou, Dibida, Labé, Beyla, Nzerekore, Gueckedou et macenta sont crises, et 26 en alerte selon les données d'Alps.

Les marchés guinéens subissent des pressions avec des variations importantes de prix pour les denrées de base notamment les céréales. En variation annuelle, les 5

derniers mois le prix du maïs continue d'augmenter passant de +10% en novembre 2021 à +38% en février 2022 pour atteindre un record de +82% en mars 2022. Le prix du poisson a évolué avec une augmentation de +34% et +44% par rapport aux moyennes quinquennales et annuelles. Pour la viande, c'est +44% et +25%.

Comparé à la moyenne des 5 dernières années et au mois de mars 2021, les prix du pain ont augmenté respectivement de +63% et +46%. Il en est de même pour l'huile avec des hausses de +42% et +22%. Cette situation est créée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement avec la pression actuelle sur les marchés internationaux avec une augmentation de la demande à l'approche du mois de ramadan.



La hausse du prix des produits résulte des troubles sociaux et de l'instabilité politique qui se sont ajoutés à la difficulté des ménages causée par la pandémie et qui commençait à s'améliorer avec la mobilisation de recette intérieure. En effet des perturbations des chaînes d'approvisionnement ont eu lieu après l'interpellation de certains opposants.

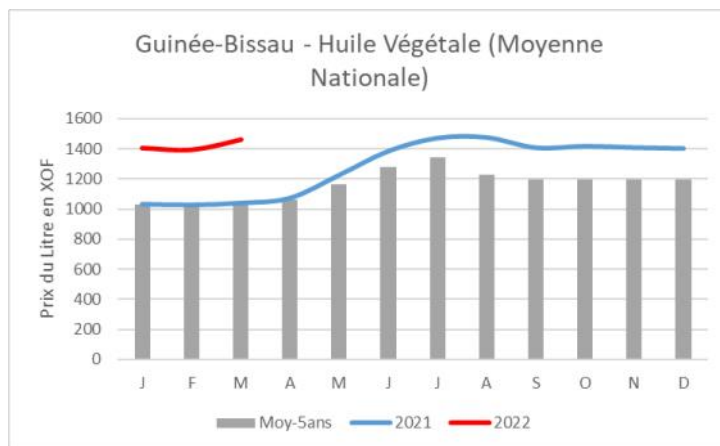
Guinée Bissau

certaines produits montrent des augmentations plus L'enchérissement de la vie continue à se faire sentir dans le pays. Le taux d'inflation le plus élevé ces 10 dernières années a été enregistré en janvier 2012 avec 3,12% supérieur à celui de la période de COVID-19 (3%). En 2021, le taux d'inflation a fortement augmenté en juin 2021 (+4,8%) pour atteindre 6,6% en janvier 2022 soit une augmentation de 108% par rapport à janvier 2012.

Le prix des produits alimentaires sont très élevés au niveau des marchés. Le prix de riz importé et l'huile végétale sont en crise. En variation annuelle par rapport à mars 2021, les prix du riz importé et de l'huile végétale ont augmenté respectivement de +20% et +40%. Par rapport à la moyenne des 5 années passées se sont les mêmes tendances avec une hausse respective de +18% et +41%. La forte demande

au niveau national et internationale de ces produits avec une perturbation des chaînes d'approvisionnement sont à l'origine de ces variations enregistrées.

Le prix du carburant commence à augmenter notamment pour l'essence et le gasoil. Les prix moyens du carburant à la pompe pour l'essence et le gasoil sont de 828 XOF/Litre et 725 XOF/Litre. En variation annuelle par rapport à la période de référence (Mars 2021), ils ont augmenté de +14% et +8%. Si les fluctuations continuent dans ce sens, les coûts de transport pourraient augmenter et par effet de ricochet impacter sur le prix des produits alimentaires.



Mali

Le mois de mars correspond au premier mois de la période intermédiaire de la campagne de commercialisation. Cette période suit directement celle des récoltes et marque le début de la pratique massive du maraichage. Cette dernière activité offre de nouvelles sources de revenus aux producteurs. Le taux de croît des prix dépend de plusieurs facteurs dont entre autres le niveau des stocks reports, le degré de réussite de la production agricole nationale et de sa répartition à travers le pays, le niveau de la demande interne et dans les pays voisins et les quantités totales recherchées pour les achats institutionnels.

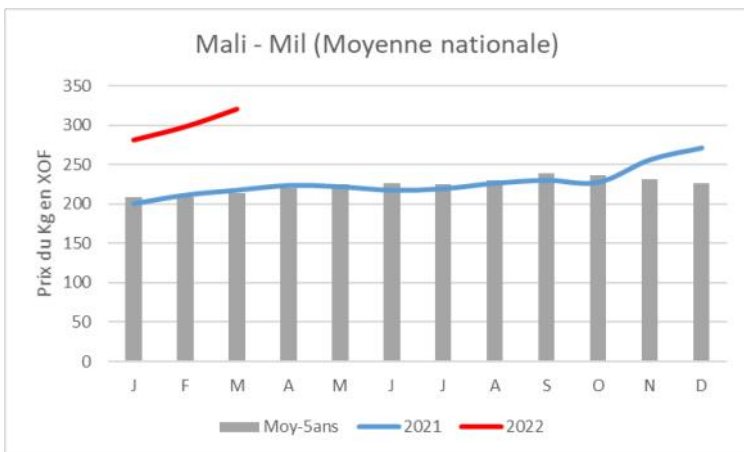
De plus, l'année 2022 est une année particulière, qui fait profiler une situation économique difficile pour plusieurs raisons (sanctions de la CEDEAO/UEMOA, Crise Ukrainienne, Effets résiduels de la COVID-19, etc.).

Comparés au mois de février 2022, les prix moyens nationaux pondérés aux producteurs des céréales ont connu des hausses, aussi bien pour les céréales sèches que pour le riz local sur les marchés ruraux suivis. Celles-ci sont de **(+6%)** pour le mil et pour le sorgho, **(+7%)** pour le maïs et de **(+8%)** le riz local (de la moyenne pondérale de la région de Ségou).

Les prix moyens nationaux au consommateur des céréales ont, par rapport au mois passé connu une tendance haussière pour toutes les céréales, sauf pour ceux du riz importé qui ont très légèrement baissé. Ainsi, ils ont augmenté de (+6%) pour le mil, (+8%) pour le sorgho, (+5%) pour le maïs et de (+1%) pour le riz local. Par contre, ils ont baissé de (-1%) pour le riz importé.

Comparés au même mois de mars de l'année dernière et de la moyenne des cinq ans passés, les prix ont évolué à la hausse pour toutes les céréales. L'augmentation des prix des céréales sèches provient d'une forte pression de la demande sur ces spéculations dans un contexte de baisse de la production céréalière nationale. Cette augmentation de la demande sera exacerbée avec l'arrivée proche du mois de ramadan, qui est une période de forte consommation céréalière.

Les termes de l'échange mil/chèvre sont en amélioration dans les régions de Gao et de Kidal en mars 2022 par rapport au mois précédent. Par contre, ils ont détérioré dans celles de Tombouctou et de Mopti. L'insécurité ne permettant pas le flux régulier des marchés à bétail à travers le pays et des pays voisins avec l'embargo sur le Mali, qui diminue les opportunités.

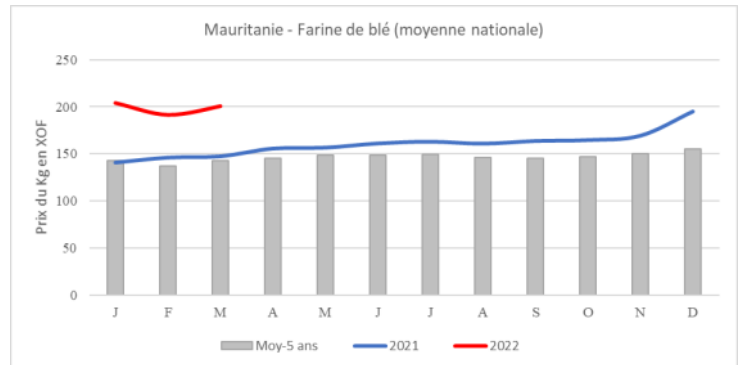


Mauritanie

Le déficit pluviométrique enregistré durant la campagne agricole précédente a entraîné une baisse de la production agricole sur l'ensemble du territoire. Les impacts de la crise ukrainienne sur les produits importés combinés à la baisse de la production agricole ont entraîné un déficit d'approvisionnement des marchés d'une part, mais aussi, une forte dépendance des ménages aux marchés pour satisfaire leurs besoins de consommation. Cette situation, combinée à la baisse continue des revenus des ménages et la forte hausse des prix des denrées alimentaires au premier trimestre de l'année, contribue à réduire de plus en plus la capacité d'accès aux aliments surtout pour les ménages pauvres.

Ainsi, au premier trimestre de l'année 2022, des hausses importantes de prix ont été observées sur les denrées de base au niveau national. Par rapport à la moyenne

quinquennale, les produits qui ont enregistré les plus grandes hausses des prix sont : le riz importé (+19%), le riz local (+24%), la farine de blé (+41%), le sucre (+44%) et l'huile (+79%).



Ainsi, au premier trimestre de l'année 2022, des hausses importantes de prix ont été observées sur les denrées de base au niveau national. Par rapport à la moyenne quinquennale, les produits qui ont enregistré les plus grandes hausses des prix sont : le riz importé (+19%), le riz local (+24%), la farine de blé (+41%), le sucre (+44%) et l'huile (+79%).

En glissement annuel, on observe une hausse des prix respective de (+5%) du riz local, (+38%) de la farine de blé, (+41%) du sucre, (+63%) pour l'huile végétale et une baisse de (-2%) du riz importé au premier trimestre de l'année 2022 comparée à l'année dernière de la même période.

L'alimentation des Mauritaniens étant fortement tributaire de ces produits pour la plupart importés, le pouvoir d'achat des ménages se trouve fortement impacté.

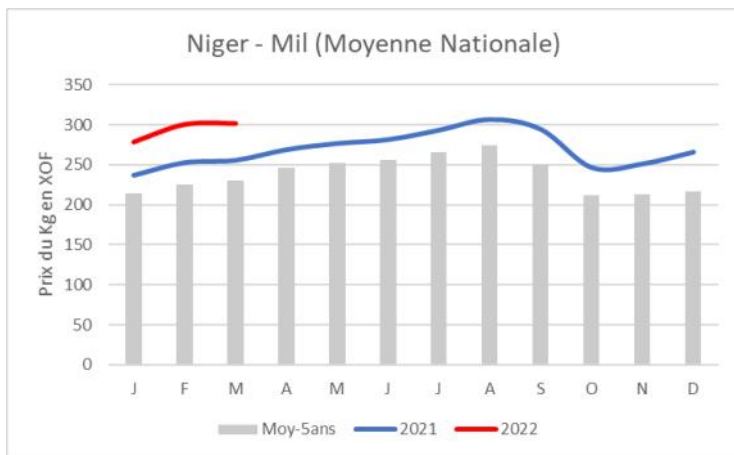
Au niveau national, les données du PAM montrent que les marchés de Assaba, Brakhna, Guidimakha et Hodh Ech Chargui sont en crise, avec des hausses de prix de +50% entre janvier et mars 2022. Les prix des principaux produits sont passés de 600 et 800 Ouguiya/L pour l'huile, 200 et 400 Ouguiya/kg pour le sucre et 150 et 200 Ouguiya/Kg pour le blé (soit une hausse de 33%) durant cette période.

Niger

L'insécurité grandissante au Niger continue de perturber le fonctionnement des marchés. La zone du Liptako-Ghourma enregistre un fort taux niveau d'insécurité et perturbe la chaîne d'approvisionnement. Les sanctions prises par la CEDEAO et l'UEMOA contre le Mali en janvier 2022 impacte sur la disponibilité au niveau national notamment les produits en provenance de l'Algérie vers le Niger qui transite par le Mali. A ces facteurs s'ajoutent la situation drastique de la campagne agricole avec une baisse de la production céréalière de -39% par rapport à la moyenne

des 5 dernières années.

En mars 2022, le prix moyen national du mil était 31% au-dessus de la moyenne quinquennale, avec les niveaux les plus élevés observés dans les régions de Tillabéry, Zinder et Dosso. En glissement annuel, il y a une hausse de +18% par rapport à mars 2021. Pour les autres céréales comme le maïs et le sorgho, on observe une situation similaire avec une hausse respective de +36% et +26% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Les prix actuels observés sont similaires aux prix de la période de la pique de soudure (Août). Cette tendance annonce une soudure précoce avec niveau faible de l'offre. Avec la forte demande qui s'annonce pour le mois d'Avril prochain avec le début du mois de ramadan. Cette situation contribuerait à une augmentation prochaine du prix des denrées alimentaires de base.



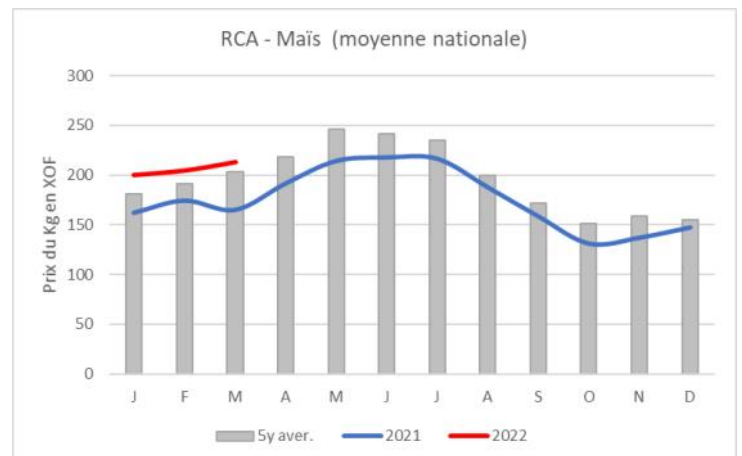
Nigeria

Le taux d'inflation annuel du Nigeria a légèrement augmenté pour atteindre 15,9 % en mars 2022, contre 15,7 % le mois précédent, dû à une pénurie de carburant élevant ainsi les coûts de transport et par la suite affectant l'offre de biens et de produits de base. La dépréciation continue du naira sur le marché, combinée aux spéculations sur l'impact de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, continue à faire grimper les prix des denrées alimentaires.

En mars, les prix des denrées de base dans l'État de Yobe - en particulier le maïs et l'arachide - ont considérablement augmenté respectivement de +84% et +47% par rapport à la même période de l'année dernière et de +22% et +100% par rapport la moyenne quinquennale. Des augmentations similaires ont été observées dans le Borno le mois précédent. Les augmentations de prix sont particulièrement importantes lorsqu'elles sont comparées par rapport à la moyenne quinquennale pour les deux États, notamment pour les haricots rouges et le maïs, qui ont augmenté respectivement de +60% et de +47%.

République Centrafricaine

L'insécurité galopante, la dégradation des infrastructures routières et les nombreuses barrières illégales le long des routes sont à l'origine de la flambée continue des prix en RCA. En effet, avec l'insécurité les chasseurs, pêcheurs et agriculteurs ne peuvent plus exercer librement leurs activités. De même, les nombreux barrages érigés par les groupes armés le long des routes et la dégradation des infrastructures routières constituent un frein à l'acheminement des produits alimentaires et entravent également la libre circulation des biens et des personnes. Ainsi, les premiers mois de l'année 2022 sont marqués par une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires de base comme le maïs (+ 5%), le riz importé (+17%) et de l'arachide (+ 33%) par rapport à la moyenne quinquennale.



En variation annuelle, il a été observé un renchérissement du prix du maïs de (+29%) et de l'arachide (+26%) durant le premier trimestre de l'année comparé à l'année 2021 à la même période. En revanche, les prix du manioc et du riz importé ont connu une baisse de -11% au niveau nationale.

Les prix vont connaître une hausse due à l'épuisement des stocks consécutivement à la période de soudure. On enregistre déjà des variations exceptionnelles des prix du maïs, du manioc et de l'arachide dans certaines sous-préfectures. A Bria, en variation annuelle par rapport à mars 2021, les prix du maïs, du manioc et de l'arachide ont évolué respectivement de +233%, 40% et 73%.

L'analyse de la situation des marchés durant le mois de mars 2022 révèle que les hausses des prix sont plus accrues sur les marchés de Bangui avec une hausse de +80% du prix du maïs, d'Obo pour +71% de hausse du prix du manioc et de Ndélé pour +33% de hausse du prix du riz importé par rapport à la même période de 2021.

Par ailleurs, d'autres produits alimentaires ont également connu des hausses spectaculaires durant la même période,

c'est le cas du prix de la viande qui a fortement augmenté sur l'ensemble du territoire avec des prix qui varient entre 1500 et 5000 XOF le kilogramme. Pour certains marchés comme celui de Berbérati, le prix de la viande est passé de 2300 à 4750 XOF le kilogramme entre décembre 2021 et mars 2022, soit une hausse de 107%. Sur le marché de Bangui, le poisson est également une denrée trop chère dont le prix varie entre 5000 et 10000 XOF le kilogramme pendant le premier trimestre de 2022 comparé à l'année dernière à la même période, où il s'était établi à 6180 XOF/Kg en moyenne.

Sénégal

Au Sénégal, la vie continue à se renchérir avec une augmentation du taux d'inflation passant de 3,8% en décembre 2021 à 6,2% en mars 2022 alors que celui des produits alimentaires est à 10,2% (quasiment le double en intervalle de 3 mois (5,5%))

A l'instar des mois précédents (janvier 2022, février 2022) au cours du mois de mars 2022 les flux avec les pays voisins sont nuls pour ceux provenant du Mali et via le Mali (Cote d'Ivoire, Burkina Faso). Cette situation résulte de deux principaux facteurs : les interdictions officielles des exportations des céréales (mil, sorgho, maïs) par le Mali et le Burkina Faso et la suspension du Mali de la CEDEAO par ou transitaient les produits ivoiriens et le bétail de la Mauritanie. Ces mesures ont conduit à un faible niveau d'approvisionnement des marchés à bétail avec des niveaux élevés des prix, notamment ceux des bovins.

Les prix moyens mensuels de détail par kilogramme des céréales locales sèches du mois de mars 2022, s'affichent comme suit : **283 XOF** (mil), **311 XOF** (sorgho), **273 XOF** (maïs). Les variations mensuelles indiquent des hausses pour tous les produits : mil (+7%), sorgho (+6%), maïs (+5%). Comparés à leurs niveaux de Mars 2021, des hausses moyennes à légères sont notées pour le mil (+8%), le sorgho (+18%) et (+17%) pour le maïs. Ces prix sont aussi supérieurs aux moyennes quinquennales avec les taux de hausse suivants : mil (+20%), sorgho (+22%), maïs (+22%).

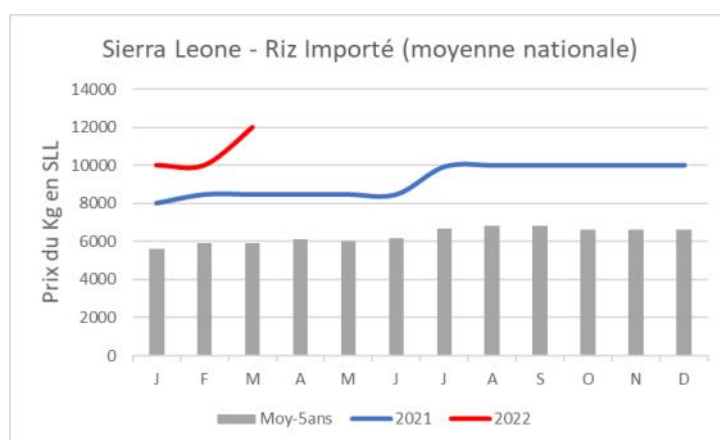
Une faiblesse de l'offre du niébé et un renchérissement de son prix sont notés dans les marchés. Les prix moyens de détail des produits de rente s'affichent comme suit : **934 XOF/kg** (niébé) et **700 XOF/kg** (arachide décortiquée). Les variations observées, par rapport aux périodes de référence, s'établissent comme suit : **+73%** (niébé), **+3%** (arachide décortiquée) par rapport à leurs niveaux de Mars 2021, **+76%** (niébé), **+29%** (arachide décortiquée) par rapport aux moyennes quinquennales.

Sierra Leone

La dépréciation du Leone s'est poursuivie, entraînant une augmentation rapide du coût de la vie en Sierra Leone, ce qui alimente la hausse de la pauvreté. L'augmentation du coût de la vie est due à la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires. Le coût des transports publics a considérablement augmenté parallèlement à l'augmentation du prix du carburant, ce qui a entraîné une hausse immédiate des prix des aliments et d'autres produits de base.

Les prix du riz importé et du riz local ont augmenté de +20 % et +40 % respectivement depuis le début de la campagne 2022. Par rapport à l'année dernière, le prix de l'huile de palme a augmenté de +17%. Le prix du carburant a augmenté de +50%, passant de 10.000 le/litre à 15.000 le/litre pendant la période actuelle.

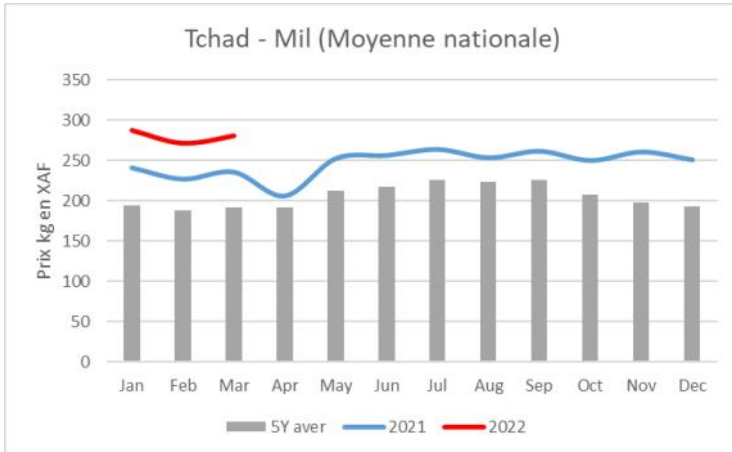
L'inflation annuelle nationale des produits alimentaires pour février 2022 est de 17,1%, en hausse de 1,4 point par rapport à 15,7% en janvier 2022. L'inflation nationale pour les produits non alimentaires est de 18,4% en février 2022, contre 17,6 % en janvier, soit une hausse de 0,8 point. Cette tendance pourrait continuer pour les mois prochains avec les perturbations des échanges internationaux.



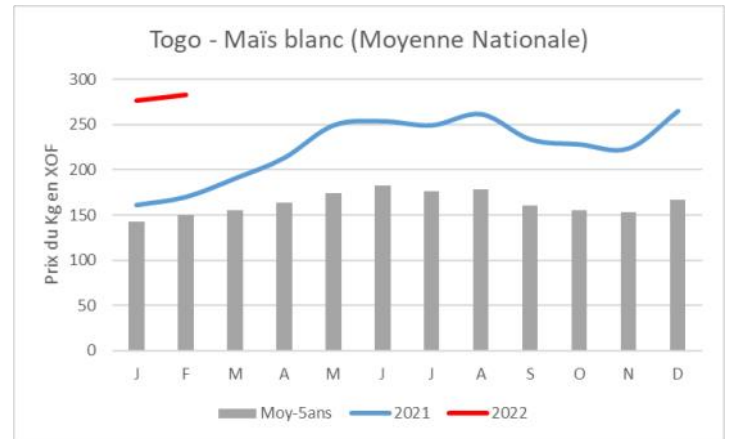
Tchad

La campagne précédente au Tchad a été marquée par de faibles précipitations qui ont été mal réparties dans le temps et dans l'espace. La sécheresse du mois d'août, habituellement le plus pluvieux, a impacté le développement des cultures vivrières de mil, maïs, sorgho et niébé. Le stress hydrique avancé a provoqué l'assèchement irréversible du tapis herbacé et des cultures qui ont eu un impact sur la production agricole (-9% par rapport à la moyenne quinquennale) et donc sur l'approvisionnement des marchés. Ce phénomène, combiné à l'impact de la crise ukrainienne sur les produits importés

(riz importé, blé et huile) comme le blé et l'huile a entraîné une hausse généralisée des prix des principales denrées alimentaires comme le mil, le maïs, le sorgho et le niébé durant le premier trimestre de l'année 2022. Ces denrées alimentaires qui sont les plus consommées dans le pays ont enregistré en moyenne, au début de l'année 2022, des hausses respectives de +19% pour le mil, +25% pour le maïs, +22% pour le sorgho et +97% pour le niébé par rapport à l'année dernière à la même période. En variation quinquennale, on observe des renchérissements de prix qui varient entre 17 et 63% respectivement pour les mêmes produits.



de plus belle avec un prix moyen de 283 XOF au niveau national en février 2022 88% (66% comparé à l'année dernière). Le prix enregistré est un record, qui déjà en période de post récolte les prix dépassent ceux de la période de soudure. Ce qui annonce une période de soudure précoce avec une tendance haussière les 6 prochains mois.



Du côté des importations, une hausse de 6% a été observée sur le prix du riz importé et 50% pour le blé. L'huile connue une forte hausse avec un prix qui varie entre 1500 et 2500 XOF entre décembre 2021 et mars 2022.

Du côté des échanges intérieurs, les données du PAM montrent que les marchés de Ndjamena, Biltine, Bongor, Mao et Mongo sont en crises avec des prix du riz importé qui varient entre 550 et 780 XOF/Kg entre février et mars 2022. Sur ces mêmes marchés, les prix produits locaux comme le niébé et le mil connaissent aussi de fortes fluctuations avec des hausses de + 40% sur la même période.

Pour de nombreux ménages Tchadiens, la vente de bétail constitue une source très importante de revenu. En effet, l'impact de la crise ukrainienne et l'assèchement du tapis herbacé dus au stress hydrique de l'année dernière, ont fragilisé le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Cette situation fait que la plupart de ces ménages consacrent leur budget à l'achat de produit alimentaire au détriment d'aliments de bétail, d'où une forte hausse des prix du bétail sur les marchés.

Togo

En décembre 2021, le prix moyen national du maïs était plus élevé que la moyenne quinquennale de 77,8% (79,2% comparé à l'année dernière). Cette forte variation continue

Sources des informations:

- <https://dataviz.vam.wfp.org/west-and-central-africa-regional-price-monitor-may-2020>
- https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/prices
- https://dataviz.vam.wfp.org/economic_explorer/price-forecasts-alerts
- <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>
- <http://www.amis-outlook.org/>
- <https://www.ers.usda.gov/publications/pub-details/?pubid=103719>
- <http://www.infoarroz.org/portal/en/content.php?section=15>
- <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>
- https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/PB_WA_202204_EN.pdf
- https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/PW_GLOBAL_202203_FINAL.pdf
- <https://www.statista.com/statistics/1118891/monthly-consumer-price-index-in-nigeria/>



Pour plus d'informations, merci de contacter:

FAO: FAO-REOWA@fao.org

FEWS NET West Africa : westafrica@fews.net

PAM: RBD.RAM@WFP.ORG



World Food Programme